

2025 FEDERAL ELECTION



Education priorities to raise with federal election candidates

On April 28, 2025, Canadians throughout the country will elect Members of Parliament (MPs). MPs are elected to represent the views of their constituents. The policies of government are far-reaching and affect everyone, whether or not they have children in the school system. While public education is a provincial and territorial government mandate, federal decisions directly impact public schools.

The Canadian School Boards Association (CSBA) advocates for nonpartisan actions to engage all candidates in issues that affect public education and our children and youth. It is essential for trustees to engage with candidates to help them understand and be prepared for critical decisions that impact public education.

Local voices, local choices

- Democratically elected local school boards are essential to the continued success of public education.
- As evidenced by a 2024 research study, students benefit from the effective governance of local school boards.
- Local school board governance means school systems are governed by people who love and work in our communities and understand the unique circumstances and needs of our families.
- All members of the House of Commons must stand up for democracy in Canada.

Indigenous education

- Indigenous education is a responsibility under the Indian Act and must be a priority for the government.
- Jordan's Principle funding helps ensure that Indigenous children receive the same opportunities for growth and development as other Canadian children, particularly in areas like education, where support systems can sometimes be limited or difficult to access.
- The CSBA calls on all candidates to be champions of:
 - Sustainable funding for Jordan's Principle including a clear application process and timely approvals to ensure continuity of support for students and families;
 - Increased support for Indigenous schools;
 - First Nations control of First Nations Education Act;
 - Increased funding for Indigenous Language instruction;
 - Full implementation of the Indigenous Languages Act; and
 - Continued progress on the Truth and Reconciliation Commission's Calls to Action Report.

National School Food Program

- The provision of healthy food at school for all children and youth is foundational to health and well-being.
- Long-term annual funding and collaboration with local school system leaders will ensure that Canadian children and youth are ready to learn and succeed.
- School boards throughout Canada are eager to collaborate with federal and provincial partners, as well as community stakeholders, to ensure the swift and effective rollout of this program.
- Additional capital funding support for the construction of food preparation, storage and serving areas is essential.

Official languages

- Ongoing support for French Minority Language education and French and English Second Language programs.
- Continued investment and collaboration to deal with the French Minority Language and French Second Language teacher shortages.

Connectivity

- Reliable accessible internet access for all students and families is critical to equitable public education and to growing the economy.
- Investment in connectivity for families that are already marginalized, including Indigenous and isolated communities.

Comprehensive school health & mental well being

- Mental well-being is critical to all Canadians, particularly for children and youth.
- Canadians need consistent, well-funded mental health services in every area of the country, including access and services in schools.

Human rights

- Candidates acknowledge that systemic racism is a colonial legacy that exists within institutions throughout the country, including the public education system, and work with education systems to address and dismantle this.
- We can all purposefully work together on both policy and practice to achieve equity for all by removing systemic barriers and exposing and addressing biases.
- A commitment to the principles of equity, diversity and inclusion.
- Inclusion is an active, intentional, and continuous process aimed at addressing inequities in power and privilege while fostering a respectful and diverse community where everyone feels a sense of belonging, mutual respect and the opportunity to thrive while being valued for their unique strengths, talents, skills and abilities.

Priorités en matière d'éducation à soulever avec les candidats fédéraux

Le 28 avril 2025, les Canadiens d'un océan à l'autre éliront les députés. Ces derniers sont élus pour représenter les points de vue de leurs électeurs. Les politiques du gouvernement sont d'une grande portée et concernent tous les citoyens, qu'ils aient ou non des enfants inscrits dans le système scolaire. Bien que l'enseignement public relève des gouvernements provinciaux et territoriaux, les décisions fédérales ont des répercussions directes sur les écoles publiques.

L'Association canadienne des commissions/conseils scolaires (ACCCS) préconise les stratégies non partisans destinées à intéresser tous les candidats aux enjeux qui touchent l'enseignement public, nos enfants et nos jeunes. Il est essentiel que les commissaires/conseillers scolaires engagent un dialogue avec les candidats pour les aider à comprendre les décisions critiques qui influent sur l'enseignement public et les y préparer.



Voix locales, choix locaux

- Les commissions/conseils scolaires locaux élus démocratiquement sont essentiels au succès continu de l'enseignement public.
- Tel qu'en témoigne une étude de recherche de 2024, les élèves bénéficient de la gouvernance efficace assurée par les commissions/conseils scolaires locaux.
- La gouvernance locale des commissions/conseils scolaires signifie que les systèmes scolaires sont régis par des gens qui ont à cœur et qui travaillent dans nos communautés et qui comprennent les circonstances et les besoins uniques de nos familles.
- Tous les députés de la Chambre doivent défendre la démocratie au Canada.

Éducation des Autochtones

- L'éducation des Autochtones est une responsabilité conférée par la Loi sur les Indiens et doit constituer une priorité du gouvernement.
- Le financement du principe de Jordan contribue à garantir que les enfants autochtones aient les mêmes possibilités de croissance et de développement que les autres enfants canadiens, notamment dans les domaines tels l'éducation où les systèmes d'appui peuvent parfois être limités ou difficiles d'accès.
- L'ACCCS demande à tous les candidats de se faire les champions :
 - d'un financement durable du principe de Jordan, y compris d'un processus de demande clair et d'approbations en temps opportun afin d'assurer la continuité du soutien aux élèves et aux familles;
 - d'un soutien accru aux écoles autochtones;
 - de la Loi donnant aux Premières Nations le contrôle de l'éducation des Premières Nations;
 - d'un financement accru pour l'enseignement des langues autochtones;
 - de la mise en œuvre intégrale de la Loi sur les langues autochtones; et
 - de progrès continus dans les appels à l'action du rapport de la Commission Vérité et Réconciliation.

Programme national d'alimentation scolaire

- L'offre d'aliments sains à l'école pour tous les enfants et les jeunes est primordiale à la santé et au bien-être.
- Le financement annuel à long terme et la collaboration avec les dirigeants de systèmes scolaires locaux fera en sorte que les enfants et les jeunes canadiens sont prêts à apprendre et à réussir.
- Les commissions/conseils scolaires de tout le Canada sont impatients de collaborer avec leurs partenaires fédéraux et provinciaux, ainsi qu'avec les intervenants communautaires, afin d'assurer la mise en œuvre rapide et efficace de ce programme.
- Un soutien supplémentaire au financement des immobilisations pour construire des espaces de préparation, d'entreposage et de service alimentaires est essentiel.

Langues officielles

- Appui continu à l'enseignement en français langue de la minorité et aux programmes de français et d'anglais langue seconde.
- Investissements et collaboration continus afin de parer à la pénurie d'enseignants de français langue de la minorité et de français langue seconde.

Connectivité

- Un accès fiable à Internet pour tous les élèves et toutes les familles est essentiel pour assurer un enseignement public équitable et pour retrouver une économie de croissance.
- Des investissements consacrés à la connectivité pour les familles déjà marginalisées, notamment les communautés autochtones et isolées.

Santé scolaire globale et bien-être mental

- Le bien-être mental revête une importance critique pour tous les Canadiens, en particulier pour les enfants et les jeunes.
- Les Canadiens ont besoin de services de santé mentale cohérents et bien financés dans toutes les régions du pays, y compris un accès et des services dans les écoles.

Droits de la personne

- Les candidats reconnaissent que le racisme systémique est un héritage de la période coloniale qui existe au sein d'établissements partout au pays, dont le système d'enseignement public, et ils travaillent avec les systèmes d'éducation en vue de lutter contre et de l'éliminer.
- Nous pouvons tous travailler ensemble avec détermination, à la fois sur les politiques et les pratiques, afin de parvenir à l'équité pour tous en éliminant les obstacles systémiques et en exposant les préjugés et s'y attaquant.
- Un engagement envers les principes d'équité, de diversité et d'inclusion.
- L'inclusion est un processus actif, intentionnel et continu visant à lutter contre les inégalités de pouvoir et de privilèges tout en favorisant les communautés respectueuses et diversifiées où chacun est animé d'un sentiment d'appartenance et de respect mutuel, a la possibilité de s'épanouir et se sent valorisé pour ses forces, talents, aptitudes et compétences uniques.